

Alerte aux parents d'élèves : travailler moins pour ... sélectionner plus ?

La période écoulée depuis l'annonce du décret concernant le retour possible à la semaine des quatre matinées à l'école primaire a vu, en Charente-Maritime, de nombreux conseils d'école soumettre au DSDEN un choix favorable à cette proposition. Il semble que pour cette rentrée et surtout pour la prochaine un engouement certain se manifeste pour cette réduction du nombre des demi-journées de cours. Le choix de la « facilité » est-il le plus pertinent pour les enfants ?

Les arguments tiennent en quelques notions : moins fatigant, moins contraignant, moins difficile à organiser, moins coûteux. Mais comment diable des édiles ont-ils pu concocter une telle réforme il n'y a pas si longtemps ? Et dire qu'il y avait même des associations – dont la FCPE - ravies de ce projet de réforme, d'ailleurs restée inachevée ... ce qui peut en expliquer certaines lourdeurs et contraintes, certainement corrigibles.

Les idées les plus économes à court terme ne sont pas forcément les meilleures.

Avant de « balancer le bébé avec l'eau sale du bain », il serait peut-être intéressant de se pencher sur les causes de l'importance de l'échec scolaire, des difficultés de maîtrise des fondamentaux, du maintien d'un effectif important de jeunes sans qualification ... Parmi de nombreux facteurs, l'un est souvent désigné par les observateurs des cohortes d'élèves au cours de leurs cursus, à savoir les écarts socio-culturels d'origine des enfants. En France, plus qu'ailleurs cet écart tend à discriminer les enfants lors de leurs parcours scolaires. Si l'aspect de la disqualification sociale est difficilement réductible par l'école, il n'en est pas de même pour les aspects culturels. Les différentes formes de la fréquentation culturelle familiale sont profondément discriminantes. Seule une petite moitié des élèves dispose, à domicile et avec ses pairs, de la fréquentation des pratiques culturelles valorisées par la culture scolaire dominante. Pour les autres ... seule une école ouverte et accompagnante vers la diversité intellectuelle est garante de l'équité.

Dans l'essence même de l'organisation de la réforme des neuf demi-journées par semaine, dont cinq matinées, il y a cette idée de permettre par une nouvelle organisation de la semaine et de l'année scolaire – cette partie-là n'ayant pas encore été réformée – la fréquentation de pratiques culturelles – mentale, artistique, sportive, théorique, pratique, expérimentale, ... - qui permettent aux enfants d'appréhender d'autres univers, de pratiquer d'autres manières de penser, de s'enrichir en s'immergeant dans d'autres activités que celles de leur doxa familiale ou sociale. Il ne s'agit pas d'occuper les enfants mais de donner à leurs capacités cognitives « du grain à moudre ».

Pourquoi nous battre contre l'obscurantisme, sinon pour offrir à nos enfants une ouverture vers la diversité culturelle.

Penser que l'on peut compenser les obstacles à l'acculturation par moins d'école, moins d'accompagnement, moins d'ouverture et moins de diversité des pratiques est une aberration, voire une supercherie intellectuelle.

La fracture socio-éducative française ne va que se renforcer avec ce type de mesure. Pour faire des économies à court terme, pour satisfaire des revendications catégorielles, pour caresser la facilité ... on va redonner de la vigueur à la discrimination scolaire et à l'exclusion croissante d'une partie conséquente des nouvelles générations.

Pour éviter l'exclusion, prolongeons l'école !

Bien au rebours de cette funeste tendance, nous pensons à la FCPE de la Charente-Maritime qu'il faut plus et mieux d'école. Au cours de la semaine, au long de l'année scolaire, par l'organisation des synergies entre l'éducation nationale, les collectivités et les partenaires culturels il faut donner aux futures générations les clés du

décodage des fonctionnements objectifs et des pratiques symboliques qui font l'intelligence scolaire, qui constituent le soubassement de la réussite scolaire et de l'intégration sociale consciente.

Aux décideurs, nous demandons d'anticiper ! En effet, les « économies » réalisées aujourd'hui feront le lit des dépenses incontournables de demain lorsqu'il faudra, à marche forcée et sous la contrainte, lutter contre des discriminations dommageables à la réussite du pays et à l'épanouissement de l'ensemble de ses citoyens et citoyennes.

Nous, CDPE 17, appelons à refuser les facilités proposées et à maintenir la semaine des neuf demi-journées dont cinq matinées. Nous engageons nos adhérent-e-s à renforcer le rôle régulateur et correcteur de l'école en agissant pour allonger l'année scolaire, en repensant l'organisation formative, éducative et culturelle de l'école pour une meilleure réussite de TOUS les enfants qui sont confiés à l'École publique nationale.

Le CDPE17, fait à La Rochelle, le 1^{er} septembre 2017